

tion (M. Stanfield) de proposer l'ajournement de la Chambre en vertu de l'article 26 du Règlement en vue de la discussion d'une affaire déterminée et importante qui relève des responsabilités administratives du gouvernement, dont l'étude s'impose d'urgence, à savoir, le devoir impératif du gouvernement de prendre la direction des affaires en annonçant immédiatement un programme comportant les mesures destinées à suppléer et à compenser les désavantages consécutifs au déblocage du cours du dollar canadien; c'est-à-dire, un programme propre à contre-carrer les difficultés croissantes que doivent envisager les exportateurs canadiens et les producteurs de produits primaires, les difficultés croissantes auxquelles doivent faire face nos producteurs sur le marché canadien, l'accroissement inévitable du chômage; et, essentiellement un programme qui, par une annonce immédiate, calmera la confusion chez les Canadiens en ce qui concerne la direction financière et économique du gouvernement canadien, le chef de l'opposition propose:

Que la Chambre ajourne maintenant.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, en nous livrant à cet examen, nous devrions, je crois, ne pas perdre de vue le contexte du débat, celui de l'annonce faite par le ministre dimanche soir. Nous devrions nous rappeler que nous sommes atteints au Canada par ce qui est probablement—et même certainement—le taux de chômage le plus élevé de tous les pays industrialisés du monde occidental, taux qui ne serait pas toléré en Australie ou dans les pays de l'Europe occidentale, contexte dans lequel nombre de nos producteurs primaires avaient même alors beaucoup à souffrir.

C'est cette politique gouvernementale que le ministre des Finances (M. Benson) a annoncée dimanche soir. Il n'est pas seul responsable; c'est la politique du gouvernement. Elle visait à ralentir l'économie beaucoup plus qu'il ne le fallait pour combattre l'inflation. A vrai dire, ces efforts exagérés ont été sérieusement mis en doute depuis quelque temps.

Un des orateurs à la récente conférence tenue à Toronto sur l'expansion économique s'est sérieusement demandé si cette mesure contre l'inflation demeurerait la bonne. Il est certain que dans le cas de l'habitation une pénurie qu'encourageaient les politiques gouvernementales a augmenté le prix des maisons, le coût des loyers qui, à leur tour, ont provoqué des espoirs, des demandes, des exigences pour des salaires plus élevés.

Il est évident que la politique gouvernementale d'argent de restriction serré a découragé de nombreuses mises en chantier. Cela se reflète dans le nombre de mises en

[M. l'Orateur suppléant.]

chantier du premier trimestre, bien inférieur à ce qu'on pourrait estimer satisfaisant et le taux d'occupation est très élevé dans plusieurs grandes villes. C'est un exemple frappant de la façon dont les mesures restrictives du gouvernement, théoriquement destinées à lutter contre l'inflation, ont en fait encouragé les pressions inflationnistes. Toute cette méthode de lutte anti-inflationniste a été gravement contestée. Par exemple, la toute dernière édition de l'*Economist*, parlant des États-Unis, déclare:

Mais toute la masse enviable des statistiques américaines indique que la demande excédentaire a disparu vers le milieu de 1969.

Il y a quelque temps que la demande excédentaire n'existe plus au Canada, monsieur l'Orateur.

Puisqu'il faut au moins six mois aux changements de politique pour produire leur effet sur l'économie, il devenait parfaitement justifié, économiquement parlant, de relâcher quelque peu la politique monétaire au cours des derniers six mois au moins de l'année écoulée.

Il s'agit des États-Unis.

Au lieu de cela, on a continué de restreindre fermement la masse monétaire jusqu'au début de l'année 1970.

Voici ce que je veux souligner, monsieur l'Orateur.

On était convaincu que le fait de contraindre l'économie à fonctionner en deçà de ses possibilités pendant une période délibérément prolongée servirait comme par enchantement à contrôler l'inflation.

C'est une politique qui n'a pas réussi dans d'autres pays industriels au cours des dernières années, et voilà qu'elle n'a pas réussi non plus en Amérique.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Cela n'a pas marché au Canada. Évidemment, monsieur l'Orateur, le Conseil économique du Canada a aussi sérieusement mis en doute l'optique du gouvernement et ses méthodes anti-inflationnistes. Quoi qu'il en soit, et malgré le chômage croissant, le gouvernement poursuit ses politiques de restriction, sans tenir compte des malheurs qu'elles font subir à un grand nombre de gens, ainsi qu'aux étudiants qui cherchent de peine et de misère à se faire embaucher.

Le gouvernement s'est trouvé aux prises, assez récemment, avec une crise monétaire qui s'amplifiait rapidement et qu'avaient provoquée ses propres politiques. Le ministre des Finances a dit hier à la Chambre que, encore mercredi dernier, le gouvernement ne songeait pas à laisser fluctuer librement le dollar canadien. Je ne peux donc qu'en conclure que la décision de dimanche soir a été prise sous